

L'État surveille mais ne protège pas

Article rédigé par *Liberté politique*, le 04 juillet 2023

La période d'émeutes qui a suivi la mort d'un jeune à Nanterre illustre le paradoxe du temps : l'État n'a jamais autant surveillé mais il n'a aussi jamais aussi peu protégé. Les lois permettant de surveiller les Français se sont multipliées et les caméras de surveillance (et désormais la reconnaissance biométrique) prolifèrent alors que la sécurité n'a jamais été aussi précaire.

L'échec de l'État

La crise du Covid a montré la fragilité des libertés publiques face à une menace sanitaire : en l'espace de quelques semaines, les Français ont vu leurs libertés élémentaires remises en cause (déplacement, assister aux obsèques d'un proche...). Depuis plusieurs semaines, ce sont des écoles privées catholiques hors-contrat qui sont dans le viseur du ministre Pap Ndiaye et subissent des contrôles menés avec brutalité. On retrouve pourtant peu de ces têtes blondes dans les casseurs qui ont mis la banlieue à sac ces derniers jours... Restreindre la liberté de circuler, la liberté d'enseigner, la liberté d'association (33 associations dissoutes sous la présidence Macron) ... : la liste s'allonge et s'inscrit dans un mouvement de fond. En cassant les liens entre les hommes, l'État rend les groupes vulnérables. Et pourtant, certains « groupes » parviennent à mettre les autorités publiques en échec.

La police, si intransigente hier avec le petit blanc qui ne disposait pas du passe sanitaire et contre le Gilet Jaune, est aujourd'hui bien à la peine contre une jeunesse de banlieue sans foi ni loi.

Fort avec les faibles, faible avec les forts ! Il convient donc de devenir fort pour ne pas subir l'État.

S'organiser et faire face

Il n'y aura pas de réponse politique à la hauteur des enjeux que mettent en exergue les émeutes. Aucun « plan Marshall » ne permettra de résoudre le problème de la banlieue. Les émeutes ont été le révélateur d'un demi-siècle d'immigration extra européenne incontrôlée et d'un appauvrissement culturel accéléré par ces nouveaux apports, par l'américanisation et le nihilisme gauchiste qui rejette toute forme de hiérarchie (si ce n'est dans la victimisation).

La poussée du Rassemblement National, la petite candidature Zemmour en 2022 et la « droitisation » d'une partie des médias ne valent pas un changement de paradigme mais sont autant de signaux de résistance à une lame de fond. Une large partie de la population n'est cependant pas prête à dire non à l'immigration et à la violence qui lui est inhérente. Une majorité de l'élite politique est, elle, convaincue du bienfait de cette immigration. Enfin, des minorités agissantes se dresseront systématiquement contre toute idée de redressement, qu'il soit question de renaissance morale ou de réappropriation de souveraineté. Si le jeu politico-médiatique semble plus ouvert, un changement radical demeure peu probable, d'où la nécessité des engagements culturels et associatifs mais aussi l'indispensable prise en main de nos destins. La sécurité ne peut pas être assurée par l'État, il nous faut nous unir, partager nos compétences, nous défendre et soutenir ceux qui sont prêts à le faire.

Face à un État qui n'a jamais autant surveillé et jamais aussi peu protégé, il convient de reprendre la main. Il ne s'agit pas nécessairement de rompre avec l'activité électorale et politicienne mais d'ouvrir le combat à d'autres fronts, parfois plus terre-à-terre et de se tourner vers les premiers cercles de solidarité (famille,

paroisse, association...) qui nous permettront de préserver nos isolats et d'envisager, peut être des jours meilleurs.

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique

04/07/2023 01:00